



Discours de Monsieur le Directeur Général
Journées Internationales de Macroéconomie et de Finance
Rabat 23-24 avril 2018

Honorables invités et conférenciers
Chers membres du comité d'organisation
Chers professeurs et chercheurs
Chers collègues

Permettez-moi tout d'abord de vous souhaiter la bienvenue au Centre de Formation Professionnelle de Bank Al-Maghrib, à l'occasion de cette nouvelle édition des Journées Internationales de Macroéconomie et de Finance que Bank Al-Maghrib organise pour la troisième année consécutive en collaboration avec ses partenaires de l'Université de Cadi-Ayyad et de l'Université de Bâle.

Je voudrais également adresser mes vifs remerciements à nos partenaires et à nos éminents conférenciers d'avoir accepté de participer à cette conférence.

Année après année, ce rendez-vous annuel rassemble de plus en plus de participants et constitue un endroit privilégié d'échange entre les décideurs et les chercheurs.

Un auditoire aussi diversifié et distingué, ici présent, témoigne de l'intérêt porté par la communauté des chercheurs et des universitaires aussi bien au plan national qu'international à cette manifestation et aux sujets qu'elle traite.

Aujourd'hui, une dizaine de pays sont représentés dans ce séminaire international: Australie, Angleterre, Etats-Unis d'Amérique, France, Grèce, Italie, Maroc, Mexique, Suisse, Tunisie.

La qualité des contributions soumises par les chercheurs ici présents et qui feront l'objet de présentation et de débats à partir de cet après-midi, ne laisse aucun doute quant à l'intérêt croissant suscité par cette conférence.

L'ambition partagée par l'ensemble des organisateurs, est que cet évènement continue d'être un rendez-vous des plus importants pour la promotion de la recherche scientifique au Maroc.

A travers ce rendez-vous, nous souhaitons susciter le débat, enrichir les réflexions et surtout apporter des recommandations pratiques autour de sujets économique et financier d'intérêt pour notre pays.

La conférence d'aujourd'hui s'inscrit dans cette perspective. Elle porte sur le thème « la finance au service de la croissance ». Le choix de ce sujet est motivé par les évolutions du contexte international et national :

Ainsi, les sphères économiques et financières mondiales commencent à peine à se remettre de la crise financière de 2007-2008 et de la crise économique qui s'en est suivie. Les enseignements tirés de ces crises continuent de nous interpeler en particulier sur la nature des liens qui existent entre la finance et la croissance économique et sur la question des réformes visant la maîtrise des risques financiers systémiques.

Pour ce qui est du contexte national, si le système financier n'a pas été affecté directement par la crise financière internationale, il en a subi les effets à travers les canaux réels. Je rappelle que la croissance économique

non agricole a ralenti suite à la crise et se situe en moyenne autour de 3% au cours de ces cinq dernières années contre presque 5% entre 2001-2008. Ce niveau de croissance ne permet pas de résorber le chômage en particulier celui des jeunes qui reste très élevé.

Aussi, la question d'un modèle de développement économique inclusive et durable au Maroc fait l'objet de plusieurs débats, qui amène à réfléchir aussi sur le rôle du système financier dans la dynamique de la croissance économique, et en particulier sur l'allocation des ressources financières et les politiques visant à faciliter le financement des entreprises et notamment les TPME.

Mesdames et Messieurs,

Le survol de la littérature académique laisse entrevoir des divergences significatives quant à l'importance des systèmes financiers pour la croissance.

D'un côté, quelques illustres académiciens, à l'instar du prix Nobel d'économie de 1995, Robert Lucas, estiment que le rôle de la finance a été excessivement amplifié lorsqu'il est question de promouvoir la croissance économique. De ce point de vue, l'offre financière n'est qu'une réponse automatique aux besoins exprimés par les entreprises en matière de financement et « là où les entreprises avancent, la finance se contente de suivre ».

Un autre courant économique reste fermement persuadé que le système financier est vital pour le développement économique. Lorsqu'il est suffisamment sophistiqué, celui-ci accroît l'efficacité des décisions de financement économique et donc contribue à une meilleure allocation des ressources et au soutien de la croissance.

En plus, selon ce courant, dans des secteurs marqués par une forte asymétrie d'information, l'intermédiation financière semble tout à fait

désignée pour remédier aux problèmes de la sélection adverse et de l'aléa moral et réduire les coûts des transactions entre les prêteurs et les emprunteurs. Grâce à leur expertise, les acteurs financiers sont mieux positionnés pour distinguer entre les bons et les mauvais projets d'investissement et à gérer adéquatement l'épargne des individus.

Enfin, les économistes relevant de ce courant soulignent la capacité du système financier à innover en matière de couverture contre les différentes catégories de risques, ce qui est susceptible de renforcer la résilience des économies.

Mesdames et Messieurs,

Aujourd'hui le débat sur la nature des liens entre la finance et la croissance reste d'actualité et les travaux de recherche se poursuivent pour concilier ces deux courants antagonistes.

Dans les faits, l'expérience internationale et plus particulièrement celle des pays en développement a montré que les économies qui disposent de système financier développés présentent un avantage comparatif avéré. Ce dernier est essentiel pour l'émergence et le développement d'entreprises innovatrices qui sont à l'origine de la transformation structurelle de l'économie et du dynamisme de la croissance à long terme. Dans un contexte international marqué par la mondialisation et la course à l'innovation, l'approfondissement du système financier est ainsi indispensable pour la préservation de la compétitivité.

Néanmoins, les enseignements des crises financières ont montré que la mondialisation et l'intégration de plus en plus importants des marchés financiers peuvent exercer des effets profondément adverses sur la croissance et l'emploi.

Honorables invités,

Pour ce qui est du Maroc, les politiques et les mesures entreprises par les pouvoirs publics durant les dernières décennies ont permis au système financier marocain de jouer un rôle de premier plan dans le financement de l'économie et de se positionner aux premiers rangs des pays de la région MENA.

Toutefois, l'expérience vécue lors de la dernière décade nous interpelle. Après une phase de croissance rapide du crédit de 16% en moyenne entre 2005-2011, le financement de l'économie par le système bancaire a ralenti autour de 3% en moyenne entre 2012-2017, ce ralentissement s'expliquerait par des facteurs liés tant à la demande qu'à l'offre du crédit.

En conséquence, Bank Al-Maghrib a conduit une politique monétaire accommodante et a mis en place des dispositifs spécifiques pour soutenir le financement des PME. De son côté, le gouvernement a renforcé les systèmes de garantie des crédits bancaires bénéficiant aux PME et les mesures d'accompagnement de cette catégorie d'entreprises.

En parallèle et dans le but de renforcer la résilience du système bancaire et financier marocain face aux chocs, la réglementation prudentielle applicable aux banques a été renforcée pour converger vers les normes de Bale 3 et un cadre de surveillance macroprudentielle a été mis en place pour maîtriser les risques systémiques.

Mesdames et Messieurs,

Au cours de cette matinée, nous allons écouter avec beaucoup d'intérêt les interventions de nos partenaires académiques, des experts de la finance et des professeurs universitaires qui vont, sans aucun doute enrichir les réflexions en cours sur les questions de financement de l'économie.